

Monsieur le Premier ministre,

Vous êtes confrontés à une crise sociale sans précédent et vous semblez incapables de trouver une issue digne.

Nous attendons maintenant sans espoirs les conclusions du Grand débat national.

Nous vous avons maintes fois alertés sur le matraquage fiscal injuste que vous faites peser sur les ménages, sur les retraités, et qui fût le catalyseur de la mobilisation des gilets jaunes.

Vous êtes l'auteur d'un bien triste record : une hausse massive de la CSG, des taxes sur le carburant et la désindexation des pensions de retraite, des aides au logement... A cette heure, la dette publique française passe certainement le cap des 100% du PIB.

Je déplore le manque d'humilité de ce Gouvernement qui se vante des chiffres de 2018 alors qu'au niveau de la zone euro la France reste le pire élève sur le déficit, les impôts et la dette.

En 2018, les prélèvements obligatoires ont effectivement augmenté de 4.5 Mds d€, selon l'INSEE, nous sommes les champions d'Europe des taxes et impôts avec un taux de prélèvement obligatoire de 45% du PIB, contre 39.6% en Allemagne. Comment le justifiez-vous ?

Alors que la cohésion nationale se fracture de tous côtés, ce matin, votre majorité a rejeté en 1ère lecture en commission des Finances, la proposition de loi visant à rétablir le pouvoir d'achat des Français, déposée à l'initiative de notre Président Christian Jacob.

Ce texte portait des mesures fortes, courageuses, emblématiques, de nature à améliorer significativement le pouvoir d'achat des ménages : la réindexation des pensions de retraite, des allocations familiales et des aides au logement avec un effet rétroactif ; la suppression de la hausse de CSG pour tous les retraités ; ou encore, la baisse de 10% de l'impôt sur le revenu, sur les deux premières tranches...

Il est urgent de faire redescendre la pression fiscale par la baisse drastique de la dépense publique.

Aurez-vous la volonté et le courage de suivre nos propositions de bon sens ?